



SUD-Rail Lyon - 2, rue Claudius Collonge 69002 LYON
Tél. SNCF : 542 028 Tél. PTT : 04 78 38 15 08
Fax SNCF : 543 917 Fax PTT : 04 72 40 39 17
Mail : sudraillyon@gmail.com Site Internet : www.sudraillyon.org

Union syndicale
SUD
Rail

Le Fer Solidaire

N° 66

13 mars 2012

Un journal syndical régional au service (public) des cheminots

EAS (Équipement des trains à Agent Seul)

La direction sans aucune limite !

On le sait, quelles qu'en soient les conséquences sur le service public, la direction veut supprimer un maximum d'emplois. Après l'avoir fait dans les gares, elle compte sur l'EAS (avec le seul conducteur à bord) pour supprimer un maximum d'emplois chez les contrôleurs. Après avoir déployer l'EAS sur les lignes de l'Ouest Lyonnais (moins 30 emplois de contrôleurs) contre l'avis des cheminots, des usagers, des élus du Conseil Régional et malgré les mises en garde de l'inspection du travail, **voilà que la directrice de région veut maintenant tout simplement rendre possible les circulations EAS sur la quasi-totalité des lignes de la région**, soit disant pour « sauver des trains » en cas d'absence du contrôleur. Et comme, elle ne doute de rien, elle sollicite actuellement les organisations syndicales pour des rencontres sous la forme de bilatérales afin d'évoquer ce dossier et voir comment mettre cela en place.

La méthode choisie, qui est de passer par des bilatérales afin d'instaurer avec certains des discussions non avouables, ne nous satisfait pas.

SUD-Rail n'a rien à cacher et formule ses positions devant tous à l'occasion des instan-

ces représentatives du personnel ou lors des tables rondes. Nous souhaiterions qu'il en soit ainsi pour toutes les organisations syndicales. Les positions de chacun seraient ainsi plus claires et transparentes.

Les bilatérales sur des sujets aussi sensibles que l'EAS ne servent que les intérêts de la direction, qui utilise ce type de réunions pour diviser les organisations syndicales.

SUD-Rail ne participera pas aux bilatérales sur ce sujet mais la directrice de région peut d'ores et déjà, être certaine que SUD-

Rail mettra tout en œuvre pour empêcher la direction d'imposer un nouveau recul du service public et de la sécurité, ainsi qu'une nouvelle dégradation des conditions de travail des cheminots.

Si la direction veut sauver des trains, SUD-Rail a de nombreuses propositions qui permettraient de le faire (hausse de l'emploi, détente des journées de travail, allongement des battements entre les trains dans les journées des contrôleurs, mise en place de plantons supplémentaires, ...) mais tout ça la direction ne veut pas en entendre parler !!!



24 et 28 mars

2 RDV importants pour les salariés

LE 24 MARS, AVEC SOLIDAIRES DANS LES RUES DE PARIS !

Face au nouveau Traité Européen qui organise l'austérité à "perpet" pour tous les peuples du continent, Solidaires prend ses responsabilités en appelant à une mobilisation nationale sur la question essentielle de l'emploi. Pas de pause électorale, il faut agir, exercer une pression sociale forte.

Élections présidentielles ou pas : pour l'emploi et contre les licenciements et suppressions de postes, il y a urgence !

- Plus de 5 millions de chômeurs, plus de 8 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté !
- Les "plans sociaux" qui s'accumulent.
- Les suppressions d'emplois publics qui se multiplient.
- Le chômage partiel, le temps partiel imposé, les emplois précaires sont présentés comme les seules solutions.
- Les discours politiques se succèdent, laissant patrons et banquiers poursuivre la destruction des emplois et de nos vies.

24 MARS : 13 HEURES 30, PLACE DE LA BOURSE, À PARIS.

Ca suffit ! C'est ce que disent des millions de travailleurs/ses, de chômeurs/ses, de retraité-e-s, de jeunes en formation. Ce cri de révolte doit se transformer en espoir de faire fondamentalement changer les choses. Prenons nos affaires en mains !

Des dizaines de milliers d'emplois publics ont été supprimés ces dernières années ; c'est la cohésion sociale, le droit de tous et toutes à la santé, à l'éducation, à la sécurité, au transport, etc., qui sont ainsi attaqués. Les emplois publics sont utiles, (re)créons-les !

Nous devons imposer des droits nouveaux : droit de veto dans les CE, extension de l'obligation de création de CE aux entreprises de moins de 50 salarié-e-s, un statut du salarié - applicable à tous et toutes et financé par un fonds patronal mutualisé - pour garantir le maintien du salaire entre deux emplois et les formations de reconversion. Surtout, il faut une répartition différente des richesses que nous produisons : assez de la confiscation par une minorité de ce que produit l'immense majorité... qu'on rejette vers la précarité, le chômage, l'exclusion, au gré des besoins patronaux !

Ensemble, nous réaffirmons le droit à l'emploi pour tous et toutes. C'est une nécessité économique, sociale, et aussi pour améliorer les conditions de travail, la vie au travail, de chacun-e. Nous refusons le chantage patronal et gouvernemental qui incite à baisser les salaires en échange d'emplois... qui sont ensuite supprimés comme de nombreux exemples l'ont déjà montré !

De l'argent, il y en a ! Faisons en sorte qu'il serve à celles et ceux qui produisent, et non aux patrons, banquiers et actionnaires !

Manifestation européenne le 28 mars 2012 à Bruxelles

Refusons la privatisation des transports en Europe !

Nous voulons des transports publics assurés par des entreprises publiques au service du public. C'est possible, à condition de faire d'autres choix en matière de transports que ceux de la rentabilité et des profits.

Voici la liste des syndicats de transports des autres pays européens appelant à cette manifestation avec SUD-Rail :

RMT (syndicat anglais), **UNITE THE UNION** (syndicat anglais), **ASSOCIATED SOCIETY OF LOCOMOTIVE STEAM ENGINEERS AND FIREMEN** (syndicat anglais), **SEGDAELIN** (syndicat chypriote), **UNIONE SINDACALE DI BASE** (syndicat Italien), **FEC-TRANS** (syndicat Portugais), **CGT** Espagnole, **NATIONAL PORT AND LAND STEVEDORES** (syndicat turc), **TRADE UNION OF HUNGARIAN RAILWAYMEN** (syndicat hongrois).

Un an après Fukushima...



Ce dimanche 11 mars, SUD-Rail était présent dans la chaîne humaine pour sortir du nucléaire !

De Lyon à Avignon, plus de 60 000 personnes s'étaient donnés rendez-vous pour exprimer leur souhait de sortir du nucléaire.

Cette mobilisation inédite en France mérite que l'Etat tienne compte du message lancé par la population.



Les cheminots sont doublement concernés. En effet, ils sont particulièrement exposés au risque de radioactivité lors des transports de déchets nucléaires par trains.

Lors des transports nucléaires, les préconisations CHSCT liées à la sûreté ne sont pas prises en compte, des contre-mesures indépendantes concernant le rayonnement sont impossibles, les mises en garde liées à la résistance des castors (wagons spéciaux) en cas d'incendie ou de choc ne sont pas entendues.



Pour vous informer en direct, un réflexe :

www.sudraillyon.org

Pendant ce temps là, ils tentent de déqualifier les métiers !!

Lors du CE du 26/01/2012, la délégation SUD-Rail était intervenue pour dénoncer la décision de la direction de transférer la charge assurée par les conducteurs de manœuvre vers les conducteurs de locotracteurs en ce qui concerne les manœuvres des trains porte-autos. Suite à notre intervention, la Direction s'était vue obligée de consulter le CER comme le prévoit la loi.

Au dernier CE, c'est un document d'une page ½ qui nous a été transmis pour nous faire croire que la Direction Auto Train était dans l'impossibilité de poursuivre le fonctionnement actuel suite à la radiation des locomotives 25200 !

Le directeur adjoint « Auto-Train », fraîchement sorti de son placard, a essayé de nous faire croire qu'il avait fait un appel d'offre et que seul le Matériel avait proposé un moyen de traction en mettant à disposition le locotracteur des remiseurs / dégareurs du site de Gerland.

Pour la Direction l'affaire semblait bouclée, circulez ... y a rien à voir !

Sauf que dans ce dossier, rien, absence totale de la partie GAME Sécurité (Globalement Au Moins Equivalent). La délégation SUD-Rail a du intervenir de nouveau en expliquant que contrairement au locomotives, les locotracteurs ne sont pas équipés de KVB, de Radio Sol Train, voire de VA pour certains d'entre eux.

Nous avons rappelé que tout était bon pour la direction pour diminuer les couts de production et cela au détriment de la sécurité des circulations. Notre brave sous-directeur ne pouvant répondre à nos questions a du replier son parachute et la direction a reporté ce dossier au prochain CER.



SUD Rail exige que la conduite de ces évolutions soit faite par des CRML qualifiés afin de garantir la sécurité sur le réseau ferré.

A suivre

Scandale : Autorisation du camion à 44 tonnes sur 5 essieux.

Ils ont osé ! Le parlement a voté la suppression de l'obligation d'un sixième essieu pour les camions de 44 tonnes, très discrètement, au détour d'une proposition de loi, malgré l'opposition des organisations syndicales, des associations de défense de l'environnement, et même du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable.

Le gouvernement affirme des positions dans les Grenelle... et agit dans un sens totalement opposé. Il dit vouloir transférer du trafic routier sur le rail, il ne cesse d'accorder des avantages concurrentiels à la route :

- * allègement de la taxe à l'essieu en 2008,
- * en 2011, autorisation du camion à 44 tonnes pour certains trafics très restreints
- * autorisation du 44T pour les camions normaux à 5 essieux, en levant l'obligation du 6 essieux.

Le camion à 44 tonnes, c'est :

- * une augmentation de la productivité de 16% par camion qui passe de 25 à 29T de charge utile.
- * une usure accrue de la route engendrant un supplément annuel d'entretien de 400 millions d'euros du fait du poids supérieur reposant sur chaque essieu, selon le CGEDD.
- * des accidents plus fréquents (du fait de l'augmentation de la distance de freinage) et plus graves (par la masse provoquant un choc plus violent).

Alors que le chiffre d'affaires « ferroviaire » de la Branche SNCF-Géodis ne représente plus que 15% du CA global de la branche face aux 80% issu de la route. On peut légitimement s'interroger sur la volonté de l'entreprise de favoriser le report modal. – 50% de trafic et de personnel depuis 2008 à Fret SNCF, pendant que la branche « route » multiplie les rachats d'entreprises de transport routière ; elle réduit à quasiment zéro ses investissements dans le ferroviaire.

Développer le trafic routier ou favoriser le report modal, il faut choisir. La SNCF et le gouvernement ont fait leur choix, les chiffres le prouvent. SUD-Rail agit et propose pour faire changer cette politique et donner les moyens au transport ferroviaire de se développer, c'est un combat juste, soutenez le !